

Riche cuisine à l'Office européen des brevets

Hors de tout contrôle, cet organisme peu connu mais richissime gère son personnel à l'ancienne.

IMAGINEZ une enclave « off-shore » au cœur de l'Europe, une sorte de micro-Etat qui édicterait ses propres lois hors de tout contrôle. N'oubliez plus : elle existe ! L'Office européen des brevets (OEB) est une discrète mais richissime organisation internationale ne rendant de comptes à personne. Pas plus que son président, qui se trouve être un énarque français ! Depuis qu'il a pris la tête de l'OEB, en juillet 2010, Benoît Battistelli se conduit, d'après ses nombreux détracteurs, en véritable potentat. Sous son règne, l'Office serait devenu une sorte de Corée du Nord.

Sur le papier, pourtant, il fait bon travailler à l'OEB. Les 7 000 fonctionnaires, chargés d'enregistrer les brevets pour 38 pays, figurent parmi les mieux payés d'Europe. Plus de la moitié d'entre eux empochent un salaire mensuel moyen de 11 000 euros, net d'impôts ! Fondé il y a quarante ans, l'OEB, qui affiche un budget de 2 milliards d'euros, n'a jamais gagné autant d'oseille que sous la férule de Battistelli, lequel émarge pour sa part à 300 000 euros annuels.

La grève au piquet

On s'en doutait : l'argent ne fait pas le bonheur. L'année dernière, des salariés en colère ont manifesté devant le siège de l'Office, à Munich, contre les méthodes de management non brevetées de leur président. Du jamais-vu dans l'histoire de l'organisation. Le syndicat majoritaire Suepo avait auparavant signalé le suicide de quatre salariés, dont deux



sur leur lieu de travail. Comme par hasard, plusieurs représentants du Suepo ont alors écopé de procédures disciplinaires... Pour mieux museler la contestation, le président de l'Office, qui, à ses heures perdues, est conseiller municipal LR à Saint-Germain-en-Laye, a décidé de fermer le local syndical. Pris d'une brusque bouffée démocratique, l'énarque, qui arbore la Légion d'honneur, a également restreint le droit de grève.

Désormais, le syndicat désirant débrayer est d'abord prié de demander gentiment la permission à la direction, qui se charge alors d'organiser un scrutin. Pour que la grève soit autorisée, il faut qu'une majorité de salariés en vote le principe, avec un taux de participation d'au

moins 40 %, s'il vous plaît. Et, si, par miracle, la grève est autorisée, elle ne doit en aucun cas se prolonger pendant plus d'un mois.

Ce vendredi, la Cour de cassation des Pays-Bas tranchera sur la plainte pour « violation des droits fondamentaux contre le règlement du droit de grève » déposée par le Suepo, conseillé par l'avocat français William Bourdon.

Bercy pour tout

Du côté de Bercy, on s'agace fureusement d'une situation qui pourrait nuire à l'image de la France à l'étranger. Christophe Sirugue, le secrétaire d'Etat à l'Industrie, assure « regarder avec beaucoup d'in-

quiétude le climat social qui règne au sein de l'Office et qui s'est forcément dégradé au cours des deux dernières années ». Il a d'ailleurs soufflé dans les bronches de Battistelli, mais ce dernier s'en cogne.

Avec ses six gardes du corps, son passeport diplomatique et sa plaque « CD » sur sa berline de fonction, il est bien plus puissant qu'un sous-ministre.

Un magot, des magouilles

Pour gouverner, le président de l'Office a recruté une dizaine de Français, dont près de la moitié viennent de l'Institut national de la propriété industrielle (Inpi), qu'il a dirigé de longues années durant. C'est avec eux qu'il gère à sa guise le magot de l'OEB. Une corne d'abondance qui aurait généré, en 2016, 560 millions d'euros d'excédents. Au sein du conseil d'administration, rares sont ceux qui se risquent à une question dérangeante.

« La seule chose qui compte pour les membres du CA, c'est que leur pays touche bien sa dîme sur les brevets enregistrés par l'OEB », lâche, sous le couvert de l'anonymat, un fonctionnaire de l'organisation. Une manne annuelle de 500 millions d'euros. L'Allemagne, championne européenne des brevets, empoche à elle seule 150 millions d'euros chaque année. Pour avoir tapé du poing sur la table, la France, elle, a été mise à l'amende. Ses brevets en attente ont été illico remis au-dessous de la pile...

C'est ce qui s'appelle une méthode brevetée.

Christophe Labbé

L'Office européen des brevets, un patron français sème la culture antisyndicale

Par [Renaud Lecadre](#) — 28 juin 2016 à 17:01 **LIBERATION**



Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets, nommé à ce poste sous Nicolas Sarkozy, est sur la sellette pour discrimination syndicale. Le sort du dirigeant sera examiné mercredi et jeudi lors d'un conseil d'administration.

A l'Office européen des brevets, un patron français sème la culture antisyndicale
Seul organisme continental présidé par la France, l'Office européen des brevets (OEB) est en pleine tourmente. Son président, **Benoît Battistelli, propulsé en 2010 par Nicolas Sarkozy**, est accusé de dérive autocratique, de discrimination syndicale et de nier la moindre entrave judiciaire à son imperium. Un cas de dérive patronale qui sera examiné mercredi par le conseil d'administration de l'OEB, dont le siège est à Munich, mais qui possède aussi une antenne à La Haye. Au risque d'amoinrir un peu plus la présence française au sein des institutions internationales.

Ce que l'on reproche au management de Battistelli ? Notamment, au moins trois suicides de salariés survenus pendant son mandat, dont un sur son lieu de travail. «*Chaque cas est une tragédie, personne n'a compris la raison du geste*», tempère Battistelli, que *Libération* a rencontré le mois dernier à Paris. C'est peu dire que les syndicats maison n'ont pas la même vision des choses : «*Il ne voit que des incompetents et incapables, mais on ne peut avoir raison tout le temps contre tout le monde. La réputation de la France dans les organismes internationaux est en jeu*», assure un syndicaliste français membre du SUEPO (Staff Union of the European Patent Office).

Mettre au pas les syndicats

L'OEB emploie 6 700 fonctionnaires internationaux, sur un marché mondial des brevets fortement concurrentiel.

(plus de la moitié d'entre eux empoche un salaire moyen annuel de 11.000 € net d'impôts) Les inventeurs (ou supposés tels) peuvent saisir n'importe quel office national, européen ou asiatique, en vue de se faire breveter. *«Il y a concurrence, la différence de coûts entre les différents offices est considérable, justifie Battistelli. A l'OEB, il faut travailler plus et mieux. J'ai été élu sur ce programme.»* Libéral en diable, quoique fonctionnaire de profession, il paraît surtout s'attacher à mettre au pas les syndicats.

Le SUEPO rafle 70% des suffrages aux élections du personnel. Battistelli a supprimé son local syndical, lui a interdit d'utiliser la messagerie interne, a initié des procédures disciplinaires contre sept de ses responsables. Avant de tenter de monter un syndicat maison à sa botte, mais qui plafonne à 1% aux élections. *«Je suis partisan de longue date du dialogue syndical»,* se défend Battistelli. Entre autre initiative : soumettre le droit de grève à un référendum interne piloté par ses soins, avec identification des votants. Las, en dépit de cette étroite surveillance, 90% des salariés (sur 55% de votants) ont voté en avril dernier une ultime grève.

Face à un patron, à quel tribunal se vouer ? Le SUEPO s'en est remis à la cour d'appel de La Haye qui, en février 2015, demandait à l'OEB de *«donner un accès libre et ne plus bloquer les courriels provenant de suepo.org»*, considérant que la protection des droits syndicaux serait *«manifestement déficiente»*. Crime de lèse-majesté, estime Battistelli, se réfugiant derrière l'immunité judiciaire de son organisme international. Pour de très bonnes raisons, à l'entendre : *«Le principe d'immunité, ce n'est pas pour protéger des privilèges de situation, mais pour se prémunir des ingérences nationales.»* Le SUEPO a aussitôt traduit : *«Trou noir de la démocratie interne, syndicale et judiciaire.»* Le patron de l'OEB ne le dément pas, s'en prenant en retour à des *«plaideurs en série»*, à ses yeux *«irrecevables»*, avant de camper sur ses propres droits patronaux : *«Il n'y a pas de class action en matière sociale»*

Sabotage de vélo

Jusqu'à présent, la France apporte son soutien à ce président hexagonal d'une instance continentale. *En avril dernier, Emmanuel Macron recevait Benoît Battistelli à Bercy.* *«Pour tout ce qui est adaptation et modernisation de l'OEB, vous avez mon soutien»,* aurait dit le premier selon le second. Et pour le reste ? Plus une seule manif des salariés de l'OEB, à Munich ou La Haye, sans une halte devant le consulat de France... *«Bercy tente de comprendre sa psychopathologie»,* tente de se rassurer un syndicaliste français. *«La France doit prendre ses responsabilités, prévient William Bourdon, avocat du SUEPO. Il est fâcheux et périlleux qu'une institution européenne, censée être exemplaire, le soit si peu sous sa présidence.»*

Mercredi en conseil d'administration, l'OEB va revenir sur sa résolution de mars dernier, lors d'un précédent conseil d'administration, manifestant ses *«préoccupations profondes au sujet de l'agitation sociale au sein de l'Office»*, puis notant que *«les sanctions et procédures disciplinaires internes sont largement remises en cause dans l'opinion publique»*. Il faudra peut-être passer des paroles aux actes. Son président, renouvelé l'an dernier pour un mandat de trois ans, se dit victime d'une *«campagne de presse»*, et défendra mordicus son bilan. Sa dernière initiative : un communiqué de presse dénonçant le sabotage de son vélo dans le parking de l'OEB, câbles de frein sectionnés, *«acte de vandalisme délibéré d'un bien personnel du président»*. Depuis, il s'est adjugé six gardes du corps.